

Contre l'extrême droite, **LA SOLIDARITÉ DU MONDE DU TRAVAIL**

Le maire de Saint-Brévin-les-Pins n'a pas eu d'autre choix que de démissionner, après des mois de manifestations d'extrême droite dans sa ville, du RN aux groupuscules néofascistes en passant par le parti de Zemmour. Des mois de menaces et jusqu'à un incendie criminel à son domicile le 22 mars dernier. Ce qui lui est reproché ? Avoir entériné, en février 2022, le déplacement dans sa commune d'un centre d'accueil de demandeurs d'asile (Cada), à la demande de l'État. Dont nombre d'habitants de la commune étaient partisans, l'imbécillité xénophobe étant loin de dominer !

Soutien tardif... de pompiers pyromanes !

Aussitôt sa démission annoncée, voilà que Macron lui a fait savoir tout son soutien et Borne a proposé de le recevoir, ce qu'il a d'ailleurs appris par les médias. Ce soutien de la 25^e heure ne fait que souligner non seulement l'absence de soutien de l'État face aux menaces de l'extrême droite, mais aussi sa complicité avec celle-ci : le gouvernement court derrière elle. Darmanin met en scène l'expulsion de familles des bidonvilles de Mayotte et y procède à de vraies rafles. Il reproche haut et fort à la Première ministre d'extrême droite en Italie, Meloni, de ne pas réussir à stopper les migrants. Alors il peut bien mettre en scène sa consigne aux préfets d'interdire toutes les manifestations de l'extrême droite, à la suite de l'indignation provoquée par la manifestation autorisée de centaines de fachos cagoulés à Paris le 6 mai dernier, sa posture ne fait pas illusion. Il aura toujours la main plus lourde pour interdire nos casseroles.

Diviser pour mieux exploiter

Ces discours xénophobes voudraient diviser. Si une majorité de la population de Mayotte vit dans la pauvreté, ce n'est pas à cause de plus pauvres qu'eux, venus du même archipel des Comores, mais bien du délaissement de l'État français. Si nous connaissons les bas salaires et la précarité dans l'Hexagone, ce n'est pas à cause des migrants mais en raison de la rapacité du patronat.

Un patronat dont Macron et Le Pen défendent les intérêts. Ainsi Darmanin prévoit dans sa loi « Immigration » un titre de séjour d'un an pour les secteurs en pénurie de main-d'œuvre, donc les métiers les plus pénibles et les plus mal rémunérés. Il fait l'équilibriste, entre satisfaire les besoins du patronat et manier la rhétorique xénophobe en faveur des expulsions et contre le regroupement familial.

Guerre aux pauvres et aux travailleurs

Le gouvernement de Meloni en Italie est un exemple parlant de ce que l'extrême droite au pouvoir réserve aux classes populaires. C'est à l'occasion de la journée du 1^{er} mai qu'elle a choisi d'annoncer la suppression du « revenu de citoyenneté », soit 572 euros en moyenne, versés aux familles les plus pauvres. Les personnes considérées comme « employables » recevront désormais 350 euros à condition d'effectuer un travail (non rémunéré !) au sein de leur commune ou d'une collectivité.

Ces attaques contre les plus pauvres s'accompagnent de cadeaux pour le patronat. Les emplois en CDD sont facilités et les contrôles pour vérifier qu'il ne s'agit pas de CDD abusifs sont quasi supprimés. Dans l'hôtellerie-restauration, qui propose des salaires extrêmement bas pour des conditions de travail éreintantes, l'État prévoit un contrat d'apprentissage pour les chômeurs de plus de 40 ans.

Une seule et même classe ouvrière

Après trois mois d'une mobilisation qui leur a causé bien des cheveux blancs, Macron et ses ministres tentent d'allumer un contre-feu xénophobe. Ces manœuvres de diversion voudraient semer la haine et nous faire tourner la page des luttes collectives.

Face aux bas salaires, que l'inflation ne cesse de réduire, face au recul de l'âge de la retraite, dont personne ne veut et que le RN s'est bien gardé de dénoncer, et face à tout le reste, nos mobilisations doivent et vont continuer.

Quelles que soient nos origines et nos nationalités, nous n'avons comme ennemis que les patrons, et un monde à gagner en nous rassemblant dans nos luttes.

Un grand stop aux réorgs

Après un premier report, puis un deuxième, la direction présente son plan imbuvable pour le 11^e. Avec toutes les réorgs en cours à Paris (14^e, 13^e, 5^e, et le 12^e prévu d'être délocalisé chez nous), elle ne sait plus où donner de la tête dans sa frénésie de suppressions d'emplois ! Pour nous, moins de collègues qui travaillent, c'est toujours plus de charge pour ceux qui restent.

Alors ce n'est pas la peine que la direction se donne autant de mal, elle peut jeter son plan à la poubelle.

Elle n'a pas trouvé preneur

Quasiment personne n'a acheté de quartier à la vente du 11^e. Avec sa réorg, la direction veut nous faire changer de poste de travail encore une fois, mais elle est tombée sur un os : nous en avons ras-le-bol d'être pris pour des pions et le lui avons bien fait comprendre !

Îlots qui partent à vau-l'eau

Un radiateur en fonte qui s'affale par terre dans un îlot : heureusement pas de blessé ! Un chauffe-eau toujours en panne ou des fuites dans un autre îlot...

Décidément, l'entretien et son système de sous-traitance voulu par La Poste laisse à désirer.

Mais du moment que le bureau du PDG de La Poste est nickel, tout va bien madame la marquise !

Les seniors poussés vers la misère

Selon une étude de l'Insee, le nombre de seniors sans emploi ni retraite a fortement progressé depuis 2014. Deux millions de personnes âgées de 55 à 69 ans sont désormais dans ce « ni-ni », qui plonge dans la misère des milliers de salariés usés par le travail.

Le voilà le bilan des reculs de l'âge de départ en retraite imposés par Sarkozy et Hollande ! Une situation qui ne peut que s'aggraver avec la nouvelle réforme Macron.

La voix de son maître

Lors de son interview télé, pour rassurer les investisseurs, Macron a minimisé les grèves dans le privé contre sa réforme des retraites. Il cherche à opposer public et privé, comme l'avait fait avant lui le patron du Medef, Roux de Bézieux.

Pourtant, dans les manifestations, des millions de travailleurs se sont côtoyés, y compris d'entreprises petites et grandes, jusque dans des petites villes où les services publics ont déserté depuis longtemps.

Face à autant de mépris, la solution sera peut-être – et même sûrement – la grève générale !

Macron et les rois de la finance au château de Versailles

Ils y sont 200, dont le richissime Elon Musk, patron de Twitter, Tesla et Space X, invités ce lundi par Macron sous les ors du château de Versailles. Mais ce toast (loin des concerts de casseroles), c'est pour notre bien, paraît-il. Pour réindustrialiser la France, pour l'emploi nous dit-on, puisque Macron compte leur vanter « l'attractivité de la France ». Quelle attractivité ? Pas de mystère, juste ce dont les patrons français se félicitent déjà : des profits à la clé sans augmentations de salaire, la précarité tous azimuts et des cadeaux à tout va.

Pendant ce temps, nombre de travailleurs doivent surtout se défendre contre les fermetures de sites et suppressions d'emplois. Par exemple, à l'usine de Valdunes, dans le Nord, les salariés sont en grève pour le maintien de 336 emplois, dans le même département que le futur site de production de batteries à Dunkerque où Macron poussait son cocorico vendredi. Même sans casserole, son discours sonne faux.

34 Palestiniens tués

Durant cinq jours, l'État israélien a bombardé plusieurs immeubles à Gaza, faisant 34 morts, 109 blessés et de nombreux sans abri. L'armée israélienne prétend cibler des chefs du Jihad islamique et du Front populaire de libération de la Palestine, mais c'est toute la population qui en fait les frais, avec la destruction d'immeubles entier, dans cette étroite bande de terre surpeuplée et devenue une véritable prison à ciel ouvert, soumise à un blocus implacable.

En riposte, plusieurs centaines de roquettes artisanales ont été tirées vers Israël faisant un mort.

Il s'agit de l'escalade la plus importante entre des groupes armés palestiniens et Israël depuis août 2022. Rappelons qu'en mai 2021 les bombardements israéliens avaient duré onze jours, faisant plus de 260 victimes, dont 39 femmes et 67 enfants, ainsi que près de 2 000 blessés.

Malgré les interdictions, plusieurs centaines de pacifistes israéliens ont manifesté à Tel-Aviv et à Haïfa pour dénoncer cette intervention militaire.

JO de Paris 2024 : les étudiants mis à la porte

Environ 3 000 logements universitaires du Crous d'Île-de-France seront réquisitionnés pour être mis à disposition de l'organisation des JO à l'été 2024, a confirmé le ministère de l'Enseignement supérieur. Petit problème : seuls 30 % des logements du Crous sont inoccupés pendant les congés d'été. Leurs occupants seront donc priés d'aller loger ailleurs. Après les personnes sans domicile hébergées dans les hôtels sociaux, ce sont donc les étudiants qui sont mis à la porte. Et ils ne pourront même pas aller dormir au stade, à 3 000 euros la place !